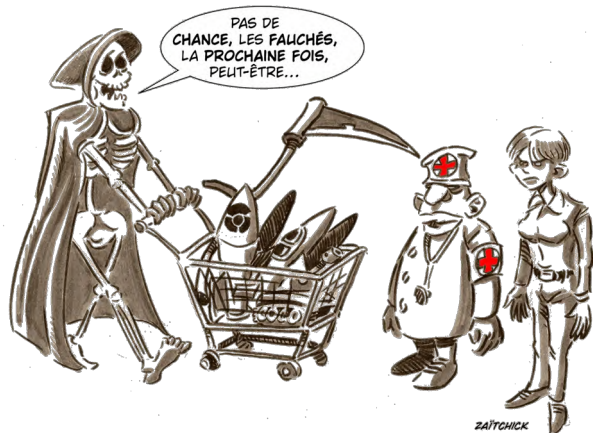


SERVICES PUBLICS SINISTRÉS : UN POUR TOUS, TOUS POUR UN !

Y A PAS D'ARGENT POUR LES HÔPITAUX NI POUR L'ÉDUCATION NATIONALE MAIS...
Y EN A POUR L'ARMEMENT !



Jadis cités en exemple partout, nos **services publics sont en passe de sombrer**. L'Éducation nationale s'effondre dans les enquêtes internationales, les personnels de l'hôpital courent d'un malade à l'autre, les sapeurs-pompiers disposent de moins de moyens qu'il y a vingt ans pour éteindre les incendies. EDF-GDF a été à demi privatisée et ses tarifs, jadis les moins chers d'Europe, sont alignés sur ceux de l'Allemagne pendant que Macron privatise les barrages hydroélectriques sur ordre de Bruxelles. À la SNCF, le fret a été sacrifié aux camions, les retards sont constants, les prix prohibitifs et les petites lignes ferment. À La Poste, envoyer un paquet tient presque de la gageure. Les postes ont été massivement supprimés aussi dans l'Équipement ou aux Finances publiques. Comment en est-on arrivé là ?

**DANS TOUS LES SERVICES PUBLICS,
LES MÊMES POLITIQUES PRODUISENT
LES MÊMES DÉGÂTS**

Partout, la même logique destructrice s'applique : casse des statuts et précarité galopante, sous-investissements chroniques, privatisation rampante, ouverture au privé et sous-traitance massive, blocage des salaires pendant que les profits explosent, management brutal des personnels, perte de sens généralisée, soumission aux buts et méthodes du patronat capitaliste. Il s'agit d'une offensive systémique contre le cœur même de notre République sociale. **Depuis plus de quarante**

ans, chaque gouvernement, de droite comme de la gauche pro-UE, a appliqué le même programme au service du capital. Leur soi-disant « modernisation » n'est que le masque d'une contre-réforme permanente visant à démanteler les acquis sociaux du Front populaire, de la Résistance et de la Grève ouvrière de masse de 1968.

LA « CONSTRUCTION » EUROPÉENNE DEVASTE **LES SERVICES PUBLICS**

Il faut pointer la logique destructive de la « construction » européenne qui se définit elle-même, dès le traité de Maastricht promu par Giscard, Chirac et Mitterrand, comme une

« économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ».

C'est le contraire direct des services publics français tels qu'ils ont été construits à partir des luttes pour l'école publique, pour les nationalisations et les statuts publics tels que les ont institués, avec la Sécu, les retraites par répartition et les conventions collectives, les ministres communistes de 1945 : Maurice Thorez, Marcel Paul, Ambroise Croizat, sans oublier le travail de fond de Frédéric et Irène Joliot-Curie pour créer le CEA.

Le traité de Maastricht, ratifié en 1992, a inscrit dans le marbre le principe d'une politique économique « conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre ». Les services publics, eux, sont réduits à la catégorie floue de « services d'intérêt économique général » (SIEG), soumis aux règles de concurrence dès lors que celles-ci « ne font pas échec » à leur mission — une formulation qui laisse la porte ouverte à toutes les interprétations libérales.

En réalité, l'UE a été conçue de A à Z, de même que son euro géré par la BCE indépendante du pouvoir politique, pour garantir le libre-échange des capitaux. Comment, dans ce cadre, préserver des services publics fondés sur l'égalité d'accès, la continuité du service et l'adaptation aux besoins collectifs ? La réponse est dans la question : c'est impossible!



IL FAUT CHOISIR ENTRE LOGIQUE RÉPUBLICAINE ET LOGIQUE EURO-LIBÉRALE

Le choix est donc clair : ou bien nous défendons la logique républicaine héritée des luttes populaires et des nationalisations de 1945-1946 ; ou bien nous acceptons la logique euro-libérale qui transforme chaque service public en marchandise et chaque agent en variable d'ajustement. Il n'y a pas de troisième voie, pas de « réforme de l'UE » possible qui concilierait l'inconciliable. **Ceux qui vous parlent de "réorientation progressiste de l'UE" vous mentent tout autant que ceux qui prétendent construire une "Europe des patries" dans le cadre de l'UE et de l'OTAN.**

Les ministres communistes de 1945 issus de la Résistance, ont bâti ou reconstruit la République sociale : école publique, Sécu, retraites par répartition, conventions collectives, nationalisations et statuts protecteurs. Tout cela est aujourd'hui menacé par une UE, servie par Macron, qui ne connaît que la logique du profit et de la course aux armements.

IL FAUT CHOISIR ENTRE LOGIQUE DE VIE ET LOGIQUE DE GUERRE MONDIALE

Ce n'est pas tout : alors qu'on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour l'école, l'hôpital, la Sécu, etc., le gouvernement Macron-Lecornu, appuyé par le RN et par le PS, ne cesse d'abonder les budgets militaires pour préparer une guerre possiblement continentale et nucléaire. 470 milliards pour les actionnaires du complexe militaro-financier alors que nous avons 5 Canadiens fonctionnels à la fois, c'est une honte !

**L'argent pour les salaires,
pas pour la guerre !
L'argent pour l'hôpital,
pas pour la guerre mondiale !**

Pendant que les personnels soignants, enseignants, postiers, cheminots, électriciens rament pour faire leur travail, l'État trouve des milliards pour financer l'industrie de la mort. Cette priorité

donnée à la logique de guerre plutôt qu'à la logique de vie est le signe le plus clair de la faillite morale du système capitaliste euro-atlantique.

LES SERVICES PUBLICS SE SAUVERONT ENSEMBLE OU SOMBRENT SÉPARÉMENT

Il est lamentable que, parce que certains veulent ménager l'UE, rien n'ait été fait depuis trente ans pour faire en sorte que les profs, les électriciens, les cheminots, les postiers, les infirmiers, les pompiers... arrêtent le boulot ensemble, bloquent l'économie capitaliste et appellent les travailleurs du privé à la rescousse, comme les travailleurs ont su le faire en 1936, en 1945, en 1968 et en 1995.

Les services publics se sauveront ensemble ou sombreront séparément. La division des luttes a fait le jeu du patronat et de ses gouvernements. **Seule une grève générale interprofessionnelle, unitaire et reconductible, peut faire plier un pouvoir qui, depuis trente ans, n'a reculé que devant la mobilisation populaire massive.**

CONCLUSION

Il faut tendre la main à tous ceux qui subissent la logique européenne du tout profit. Osons contester l'UE antisociale, antinationale, guerrière, et tous les politiciens qui refusent de la mettre en cause, de l'extrême droite à Glucksmann en passant par Macron.

« Un pour tous, tous pour un »,

c'est la voie de la victoire ; « chacun pour soi et vive l'UE », c'est la voie du déclin assuré pour la France des travailleurs !

Agents du secteur public, salariés du privé, jeunes, retraités, soit nous acceptons la logique européenne du profit et de la guerre, soit nous reconstruisons une République sociale, souveraine et fraternelle. Le PRCF et Initiative Communiste sont à vos côtés pour mener ce combat.

SOUTENEZ LE PRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP :

Ville :

Courriel :

Téléphone :

A renvoyer à : PRCF, BP 30111, 62800 LIEVIN

Via
QR code ->



Le PRCF ne reçoit aucune subvention de l'Etat, de l'UE et bien entendu, du MEDEF.

Tous les matériels que le PRCF diffuse sont financés intégralement par les cotisations de nos adhérents, ouvriers, employés, techniciens, étudiants, enseignants, artisans, paysans. Au PRCF personne ne fait carrière et nous sommes tous bénévoles.